

Bras de fer entre Wright et l'AMG Les 12 revendications

Le bras de fer se poursuit entre le garde des Sceaux, Alphonse Charles Wright, et les membres de l'Association des magistrats de Guinée (AMG). Au cours du sit-in du vendredi 15 septembre devant la Cour de suprême, une plate-forme revendicative axée sur douze points a été remise au Secrétaire général de l'institution par ses organisateurs. Page 3



Document Pottal Fii Bhantal Fouta condamne le comportement du ministre Wright

L'ONG dénonce «le ministre de la Justice Charles Wright qui a présidé un match de football à la prison centrale». Page 2



le populaire

Edition internationale

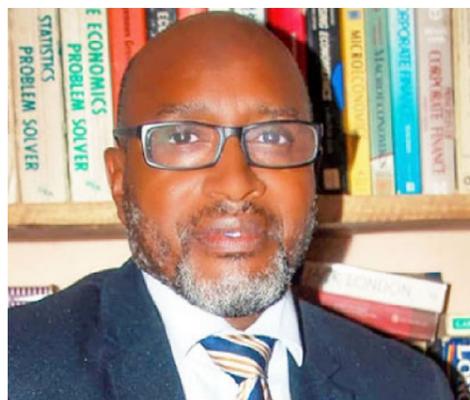
le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°893 • LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

VITE DIT ...

Profiter de la tribune de l'ONU pour rassurer

Page 4



Déclenchement du réveil africain La Cédéao face à une vague révolutionnaire croissante

Par Thierno Mohamadou Diallo, doctorant et chargé de cours à l'Université de Sierra Leone. Page 5

événement

Mme Laurianne Doumbouya, marraine de l'édition 2023

Miss Guinée est plus qu'un événement

Pour cet événement de portée nationale et internationale qui lui «tient particulièrement à cœur», la marraine est catégorique: «plus qu'un concours de beauté», Miss Guinée 2023 va promouvoir davantage la cause des filles et des femmes à travers une dynamique d'autonomisation et d'inspiration pour toutes. Page 6



Union des boulangers et pâtisseries Sacko demande à son rival «d'aller d'abord apprendre à faire du pain»

C'est un vendredi 15 de très bonne nouvelle pour le président Alpha Oumar Sacko. Page 4



La guerre en Ukraine Les dessous des cartes

Par Oleg Nesterenko, ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris. Pages 9&10



Confidences PUBLIQUES

Le message des vendeuses du grand marché de Kindia

En début de semaine dernière, un groupe de femmes a exprimé dans la rue la colère de leurs compatriotes de la commune urbaine de Kindia. Ce sont des vendeuses à la criée. Certaines sont des étalagistes, d'autres des tenancières de boutiques à l'intérieur du grand marché du centre-ville de la région de Kindia. Elles ne sont pas contentes des agissements des autorités communales qu'elles accusent de rançonner les pauvres vendeuses et de mettre sous bail emphytéotique les grands espaces du marché. Leur mouvement de protestation est un message adressé aux champions de lutte contre les abus des gestionnaires de la chose publique. Aux autorités locales et administratives du pays de le saisir.

Une nouvelle caserne de la protection civile pour la commune de Kaloum

Dans 24 mois, une nouvelle caserne de la protection civile sera inaugurée à Kaloum. Le Premier ministre, Dr Bernard Goumou a lancé les travaux de construction, le 13 septembre 2023. Le Ministre d'État, ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Bachir Diallo a déclaré « *que les guinéens où qu'ils se trouvent, méritent d'être secourus* ». Il a rappelé les trois principes essentiels régissant les services publics que sont: le principe d'égalité, le principe de mutabilité et le principe de continuité. Selon lui, la recherche de l'amélioration de la qualité du service public et la rationalisation des dépenses qui en découlent doit être l'affaire de tous.

Document

Pourquoi le ministre de la Justice Charles Wright a présidé un match de football à la prison centrale de Conakry



Si organiser des événements pour distraire les détenus dans cette horrible prison est salubre, la présence autour du ministre de la Justice Dadis Camara et de Aboubacar Sidiki Diakité dit Toumba, deux détenus dont le procès est en cours à cause des crimes commis le 28 septembre 2009 est regrettable. (Pottal Fii Bhandal Fouta Djallon)

Pottal Fii Bhandal Fouta Djallon condamne avec la plus grande énergie le comportement du ministre Charles Wright

Le mardi 5 septembre 2023, à l'occasion de la célébration du deuxième anniversaire du coup d'Etat du colonel Mamadi Doumbouya qui a mis fin au régime du despote Alpha Condé, le ministre

de la Justice Charles Wright s'est rendu à la prison de Conakry dénommée « la Maison Centrale » pour présider un tournoi sportif organisé pour les prisonniers.

Si organiser des événements pour distraire les détenus dans cette horrible prison est salubre, la présence autour du ministre de la Justice Dadis Camara et de Aboubacar Sidiki Diakité dit Toumba, deux détenus dont le procès est en cours à cause des crimes commis le 28

septembre 2009 est regrettable.

Rappelons que le capitaine Dadis Camara, chef du putsch militaire qui a suivi la mort du président Lansana Conté en 2008, et son garde du corps Toumba Diakité sont au centre du procès des événements du 28 septembre 2009 en cours à l'heure actuelle pour les crimes horribles commis ce jour fatidique qui a connu l'assassinat, selon le rapport officiel des Nations unies, de

157 personnes, le viol en public par les soudards des Béréts rouges de 109 femmes, un nombre inconnu de personnes disparues et des milliers de blessés par armes de guerre. Dans son discours de circonstance, le ministre s'est adressé au prisonnier Dadis Camara avec son titre usurpé de président. La coupe qui a été décernée au vainqueur lui été remise par Dadis Camara.

Suite à la page 3

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02

Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896

lepopulaireconakry@gmail.com

Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry www.lepopulaireguinee.com

Compte Ecobank n°0010224601987501 Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896 lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96

TIRAGE 1 500 exemplaires

VG
VISION GUINÉE

www.visionguinee.info

Tél.: 00224 664 93 14 04

00224 628 32 85 65

00224 656 27 36 91

contact@visionguinee.info

Siège social: 2e étage immeuble radio Tamata Fm, Koloma Marché, Ratoma Conakry - Guinée

GUINEESIGNAL
L'information Libre et indépendante
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com

+224 625 130 505

+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*

VERITE224
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com
Toutes les infos en direct sur la Guinée

Suite de la page 2

On a vu Dadis et Toumba tenir la coupe ensemble en signe de réconciliation. Le ministre a couronné, par ce geste, cette mascarade de réconciliation. Rappelons que dans les jours qui ont suivi les événements du 28 septembre 2009, Toumba Diakité avait logé une balle dans la tête du Capitaine Dadis Camara qui avait survécu par miracle. Ce geste du ministre Charles Wright est un camouflet fait aux

victimes et une ingérence intolérable dans la procédure judiciaire en cours contre les commanditaires et auteurs de ces crimes. En s'affichant ainsi avec des personnes accusées de crimes aussi graves, le ministre méprise les victimes et prépare le public guinéen à un verdict de complaisance. Car la promesse de faire de la justice la boussole de l'action publique s'est révélée n'être qu'un vain slogan politique. Pottal Fii Bhanthal Fouta-Djallon

condamne avec la plus grande énergie le comportement du ministre et l'invite à demander publiquement pardon aux victimes pour cet affront. Nous demandons au gouvernement de la junte du colonel Mamadi Doumbouya de sanctionner ce ministre et d'assurer aux victimes que le procès en cours n'est pas une simple mascarade judiciaire. Nous demandons à la Cour Pénale Internationale de rappeler au gouvernement guinéen que ce genre de com-

portement ne sera pas toléré et qu'elle se réserve le droit de se saisir de ce dossier. Nous rappelons à la junte militaire guinéenne que le peuple de Guinée ne tolérera pas un quelconque projet de réconciliation nationale qui consisterait à gracier les personnes jugées coupables à la suite du procès en cours.

La Commission Centrale de Pottal Fii Bhanthal Fouta-Djallon

Ils ont dit



Théophile Magloire Kouadio, Porte-parole de l'Association des magistrats de Guinée, lors de la séance de remise de la plate-forme revendicative au Secrétaire général de la Cour Suprême à l'occasion du sit-in du 15 septembre 2023 devant le siège de l'institution judiciaire: «C'est vous qui êtes à même d'interpeller la loi en plus des cours et tribunaux. Il n'appartient pas à un ministre de la République d'interpréter les textes de loi, fut-il magistrat. Il n'appartient pas à un ministre de la justice d'agir comme il le fait en publiant des actes de suspension de magistrats.»



Alpha Oumar Sacko, président de l'Union nationale des boulangers et pâtisseries de Guinée, le 15 septembre 2023, explique à la presse comment il a été arrêté et placé en détention provisoire au commissariat Centrale de police de Matam: «Je suis descendu pour prendre un papier dans mon véhicule, c'est là qu'une vingtaine de policiers sont apparus devant moi à bord de deux pickups. Ils m'ont demandé de les suivre. J'ai répondu que je n'ai pas reçu de convocation. Ils ont dit que ça vient d'en-haut. Nous sommes partis. Je suis resté au commissariat du vendredi au dimanche. Nous sommes allés chez le procureur qui nous a écoutés et vérifié le dossier. Après cela, il m'a dit de rentrer.»

Bras de fer entre le ministre Charles A. Wright et l'AMG Les douze points de la plate-forme revendicative des magistrats

Le bras de fer se poursuit entre le garde des Sceaux, Alphonse Charles Wright, et les membres de l'Association des magistrats de Guinée (AMG). Au cours du sit-in de ce vendredi 15 septembre devant la Cour de suprême, une plate-forme revendicative axée sur douze points a été remise au Secrétaire général de l'institution par les organisateurs.

Sans commentaire. La plate-forme revendicative est remise par le Porte-parole de l'AMG, Théophile Magloire Kouadio, au Secrétaire général de la Cour Suprême, le magistrat Mamadou Alioune Dramé. Elle contient les douze points suivants :

- 1- La levée des suspensions de leurs collègues Moussa Camara et Cé Avis Gamy, respectivement juge au tribunal de première instance de Labé et substitut du procureur près le même tribunal ;
- 2- Le retrait sur la page du ministère de la Justice et des pages personnelles du minis-

- tre de la Justice, de tous les arrêtés de suspension concernant les magistrats conformément à l'article 39 de la loi portant statut des magistrats ;
- 3- Le respect des formes et délais prévus par l'article 82 de la loi susvisée pour toutes les délégations de magistrats faites et à intervenir par voie d'arrêté par le garde des Sceaux ;
- 4- Le respect du principe de la présomption d'innocence, du contradictoire du droit à la défense et de l'honneur des citoyens en général et des magistrats en particulier dans toutes les prises de parole et de décisions d'injonction de poursuites par le ministre de la Justice, conformément à l'article préliminaire alinéa 7, aux articles 8 et 37 du code de procédure pénale ;
- 5- Le rétablissement dans leurs droits, des magistrats dont les dossiers ont été jugés par le CSM s'ils ne sont reconnus coupables de fautes disciplinaires ;
- 6- Prioriser la saisine du CSM pour des faits de faute disciplinaire à des suspensions systématiques conformément à l'article 38 de la loi portant statut des magistrats ;
- 7- Le respect du droit à la défense des magistrats, objet de plainte notamment le respect des formes et délai de leur invitation dans la dignité absolue ;
- 8- L'orientation des plaignants

- à des voies de recours en lieu et place des plaintes contre les magistrats sauf faits avérés et graves ;
 - 9- Le respect des voies traditionnelles d'acheminement des courriers administratifs pour éviter que des actes se retrouvent sur les réseaux sociaux ou la page privée du garde des Sceaux ;
 - 10- Tenir compte des aléas du déplacement en invitant des magistrats loin de leur ressort en les prévenant à temps ;
 - 11- Éviter toutes vindictes contre ceux qui soutiennent le mouvement pour l'indépendance et la dignité des magistrats ;
 - 12- Mise en place du tableau d'avancement des magistrats et opérationnalisation du service de gestion de la carrière des magistrats.
- En recevant la plate-forme revendicative de l'AMG, le Secrétaire général de la Cour Suprême a déclaré aux magistrats qu'il va la « transmettre fidèlement » au « Premier président de la Cour suprême ». Selon Mamadou Alioune Dramé promet « des décisions seront prises » à cet effet. L'organisation nationale des magistrats ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Elle organisera un autre rassemblement en vue de mieux se faire entendre. ■

Par Gordio Kane



Théophile Magloire Kouadio, remet la plate-forme revendicative de l'AMG à M. Mamadou Alioune Dramé. (© Le Populaire)

Guinea News
www.guinafnews.org
Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique en Guinée et dans certains pays francophones d'Afrique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahim Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.

Afriquotidien.com
www.afriquotidien.com
Site web d'informations générales et d'analyses basé en de Guinée.
info@afriquotidien.com
Service commercial : +224 620 56 67 45.

LoupeGuinee.com
L'info dans toute sa dimension
www.loupeguinee.com
L'info dans toute sa dimension
Site d'informations générales
+224 664 37 96 20/ 623 81 32 02
onetopic84@gmail.com

MEDIA GUINEE .com
www.mediaguinee.org
Site d'informations générales fondé en 2010.
Adresse: Bonfi - Conakry
+224 622 29 05 65
mediaguinee@gmail.com

www.focusguinee.info
FOCUS GUINEE
Site d'informations Générales et d'Analyses

CONAKRY LIVE
www.conakrylive.info
Site d'informations, d'investigations et de promotion de la Guinée
www.conakrylive.info

wondima.com
Lisez et faites lire
www.wondima.com

Guinée28.info
Lansanaya barrage, Matoto, Conakry.
+224 624249398 – 656924162 – 666392909
Email : alfaguinee28@gmail.com
Facebook: https://www.facebook.com/Guinee28
www.guinee28.info

Vite dit ...

Profiter de la tribune de l'ONU pour rassurer

S'adresser à l'Assemblée générale des Nations Unies est un droit pour chaque représentant d'un Etat membre et une belle occasion de présenter au monde entier l'état des lieux de la gouvernance locale, d'évoquer les sujets qui affligent l'humanité comme la guerre et la violence sous toutes ses formes et de proposer des solutions à la crise climatique et la pression migratoire. Pour le nôtre, il lui est possible d'évaluer les lacunes et proposer une meilleure compréhension de ce qu'il faut ou reste à faire pour garantir que les partenaires de la Guinée restent dans la bonne voie pour remplir les engagements qu'ils ont pris dans le sens de la promotion des droits de l'homme et du citoyen et le soutien au développement du pays. Son discours pourrait être celui de mettre en relief la transition née du coup d'Etat du 5 septembre 2021 contre le 3e mandat d'Alpha Condé. Ou encore la visibilité du régime du CNRD et l'action posée par les coalitions politiques et les faitières de la société civile qui ont pris part de près ou de loin à la formulation de l'accord-cadre conclu entre le gouvernement et la Cédéao en 2022 en termes de chronogramme et d'appui à la transition politique. Son adresse devrait faire cas de la médiation de la Cédéao tout en justifiant le retard accusé dans le démarrage du Programme de recensement administratif à vocation d'état civil et la mobilisation des 600 millions de dollars condition sine qua non de la mise en œuvre des 10 points du chronogramme conformément à la promesse du Colonel de rendre le pouvoir après 24 mois, à compter du 1er janvier 2023. J'ai dit. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Union nationale des boulangers et pâtisseries de Guinée Le président Sacko demande à son rival «d'aller d'abord apprendre à faire du pain»



Le président Alpha Oumar Sacko (en blanc sur la photo) invite M. Diallo à «aller d'abord apprendre à faire du pain» avant de nourrir l'ambition de prendre le leadership de l'Union nationale des boulangers et pâtisseries de Guinée. (© Le Populaire)

C'est un vendredi 15 de très bonne nouvelle pour le président de l'Union nationale des boulangers et pâtisseries de Guinée, Alpha Oumar Sacko qui profite de l'occasion pour répondre aux attaques de son rival.

À peine sorti de détention provisoire, au commissariat central de Police de Matam à Conakry, suivant une plainte qui serait venue des hautes sphères de décision du pays, M. Sacko a déclaré au cours d'une conférence de presse à Conakry tenue le 15

septembre 2023 que les actes posés par son rival, le nommé Mamadou Adama Diallo, sont un coup d'épée dans l'eau qui est la preuve d'un manque de connaissance de la profession de boulanger-pâtisseries dans un Etat de droit.

Le président Alpha Oumar

Sacko faisait l'objet d'une garde à vue lorsque le sior Mamadou Adama Diallo s'est présenté à la presse guinéenne comme étant le nouveau leader de cette respectable et bien structurée organisation.

En réaction, M. Sacko invite M. Diallo à «aller d'abord apprendre à faire du pain» avant de nourrir l'ambition de prendre le leadership de l'Union nationale des boulangers et pâtisseries de Guinée.

Jusqu'à preuve du contraire, M. Sacko est le président de l'union.

Par ailleurs, il est Vice-président de la Commission artisanat à la Chambre de commerce, d'industrie et d'artisanat de Guinée, dont le président élu est Mamadou Baldé dit Baldé Royal Moto.

Toutefois, la Fédération nationale des boulangers et pâtisseries de Guinée est devenue une interlocutrice incontournable des autorités grâce au leadership de son président Mamadou Adama Diallo. ■

Par D. Alpha

(Lire aussi page 8)

CONTACT

0224-622-317-636
www.guineerando.com
guineerando@gmail.com

BP:1067 CONAKRY
Guinée, West Africa



UNE DESTINATION TOURISTIQUE

GUINÉE RANDONNÉE

Déclenchement du réveil africain :

La Cédéao fait face à une vague révolutionnaire croissante

L'universitaire Thierno Mohamadou Diallo propose cet essai, intitulé «*Déchaînement de l'éveil africain : la Cédéao se prépare à une vague révolutionnaire croissante*», qui explore les vents de changement actuels balayant la région de la Cédéao, déclenchés par les récents événements au Niger et maintenant au Gabon, qui résonnent à travers l'Afrique de l'Ouest. L'écrit incite à la réflexion. Il se penche sur le paysage politique en évolution, offrant des perspectives sur l'impact sur la gouvernance, les aspirations et l'unité au sein de la région.

«*Dans la tapisserie du destin de l'Afrique, les vents du changement ne sont pas de simples chuchotements ; ce sont les échos de siècles de désir, se déversant à travers les frontières et les langues, unissant les cœurs dans leur quête d'une gouvernance débarrassée de la manipulation.*»

Un bouleversement sismique est en cours dans la région ouest-africaine, alors que les vents transformateurs du changement continuent de balayer les nations liées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette marée révolutionnaire, allumée par le courageux peuple du Niger, a non seulement galvanisé les masses, mais elle est maintenant sur le point d'intensifier son élan, suscitant à la fois espoir et inquiétude au sein de la sous-région.

Les premières secousses de ce mouvement ont résonné en Afrique francophone, où une série d'événements de coup d'État ont déployé leurs ailes comme les chapitres d'une histoire partagée. Le Mali, le Burkina Faso, la Guinée - leurs noms sont maintenant gravés dans le récit de l'appel du peuple à un leadership authentique. Ces nations ont tissé une tapisserie de résistance contre la manipulation, exigeant une gouvernance responsable et la fin de la manipulation. Et maintenant, la scène s'élargit avec l'entrée du Gabon dans les rangs, un témoignage frappant des défis urgents auxquels la Cédéao est confrontée.

La descente de cette nation dans le tumulte politique s'ajoute à la mosaïque de l'instabilité, entraînant la sous-région encore plus profondément dans le tourbillon du changement. Dans un sens plus large, le récit du changement résonne non

seulement à travers l'Afrique francophone, mais pourrait également se propager aux régions anglophones et lusophones. Une histoire ponctuée d'une gouvernance tumultueuse, entachée de manipulation, suscite un mécontentement croissant. De la Sierra Leone au Ghana, du Nigeria au Togo, et au-delà, les citoyens se préparent à se débarrasser de la complaisance. Ils exigent des leaders responsables, réactifs et attentifs à leurs besoins.

Les événements au Niger ravivent non seulement la résistance collective, mais portent également le potentiel de favoriser l'unité au-delà des divisions linguistiques et culturelles. À mesure que les vents de la transformation gagnent en force, ils se répandent au-delà des frontières, laissant la Cédéao se débattre avec les répercussions de cette révolution en rapide escalade. Le scénario exige une démarche proactive.

À mesure que les dominos tombent un par un, la Cédéao

se tient à un carrefour - un moment déterminant pour son engagement envers la paix, la démocratie et la stabilité. Bien que le contexte de chaque nation soit unique, les courants sous-jacents de mécontentement sont indéniables.

La capacité de la Cédéao à maintenir l'ordre au sein de ses États membres et à défendre les principes démocratiques est mise à l'épreuve. La fragilité des institutions politiques est mise à nu, amplifiant l'appel à la transformation qui transcende les frontières linguistiques, culturelles et géographiques. La crédibilité de l'organisation est en jeu, car les citoyens de la sous-région aspirent à une gouvernance réactive qui honore leurs aspirations.

Les nations voisines sont en alerte, pleinement conscientes que les flammes de la transformation pourraient traverser les frontières. La trajectoire de ce vent révolutionnaire, bien qu'incertaine, ne manquera pas de défier les fondements du pouvoir et de redéfinir le paysage politique. Les schémas passés de manipulation deviennent intenable et le voyage de la sous-région vers une représentation authentique et l'autonomie a gagné une traction irréversible.

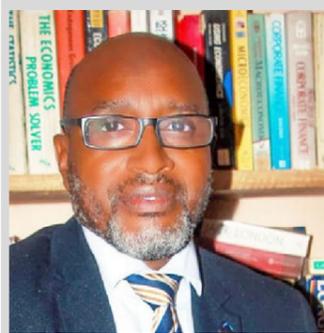
La question imminente est de savoir comment la Cédéao répondra. La crise gabonaise amplifie l'urgence pour l'organisation de relever ces défis croissants. La Cédéao doit démontrer son engagement à défendre les principes démocratiques et l'État de droit, en

abordant fermement mais diplomatiquement les crises régionales. L'influence et la crédibilité de l'organisation sont en jeu, car la sous-région se tourne vers elle pour guider sa navigation dans ces eaux turbulentes. Cela démontre comment le rôle de la Cédéao en tant que force stabilisatrice repose sur sa capacité à affronter ces défis de front. Une diplomatie robuste, une collaboration transfrontalière et un engagement renouvelé envers le développement socio-économique sont impératifs. La sous-région doit se hisser au-dessus de la marée d'incertitude, naviguant dans ces eaux inexplorées avec résilience et prévoyance.

En conclusion, le vent révolutionnaire qui a commencé comme un appel fervent au Mali n'a pas seulement balayé l'Afrique francophone, mais a élargi sa portée en englobant le Burkina Faso, la Guinée, le Niger et maintenant le Gabon. La Cédéao se tient à un carrefour déterminant, chargé de guider la sous-région vers la stabilité au milieu de défis croissants. Les vents du changement, autrefois des chuchotements étouffés, sont maintenant une force ignorable exigeant une réponse résolue. La sous-région doit s'unir pour affronter les problèmes sous-jacents de front, garantissant que cette vague de transformation ouvre la voie à un avenir défini par une véritable gouvernance démocratique, la prospérité et l'autonomisation de ses citoyens. ■

Par Thierno Mohamadou Diallo
tmdiallo2019@gmail.com

Thierno Mohamadou Diallo tmdiallo2019@gmail.com



Également connu sous le nom de Cherno M. Jalloh (CMJ), Thierno Mohamadou Diallo est actuellement candidat au doctorat et chargé de cours spécialisé en gouvernan-

ce, gestion du secteur public et études de développement à l'Institut d'Administration Publique de l'Université de Sierra Leone (IPAM).

Auparavant, il a occupé des fonctions à l'Université Gamal Abdel Naser de Conakry et à l'Université Général Lansana Conte de Sonfonia - Conakry (UGLC-SC), notamment en tant que Directeur de Programme et Directeur de la Bibliothèque Américaine. Il est associé au Laboratoire d'Analyse Socio-Anthropologique de la Guinée (LASAG-UGLC-SC) et a été Boursier Fulbright avec des diplômes d'études

supérieures en Politiques Publiques et en Administration Publique. Il est Senior Associate au CMDA-SL, un cabinet de conseil spécialisé dans la gestion des conflits et la recherche-action, et Rédacteur en Chef de la revue EXPO. CMJ est dévoué au changement social, à l'analyse des politiques, au développement éducatif, avec des intérêts couvrant la gouvernance, la gestion des politiques publiques, l'égalité des genres, les affaires internationales, la diplomatie, la recherche et le développement, etc. ■

En bref

BOXE

Un gala prévu en fin d'année à Conakry

C'est annoncé pour le mois de décembre 2023. Le ministre de la Jeunesse et des sports, Lansana Béa Diallo, a confié, au cours d'une émission de grande écoute, sur Espace TV qu'un événement sportif appelé gala de boxe professionnelle de Conakry est prévu les 15 et 16 décembre 2023. Les grandes affiches de ce rendez-vous sont les deux célèbres champions et acteurs de cinéma, le belge Jean-Claude Van Damme et l'américain Mike Tyson. La fille du boxeur Mohamed Ali est aussi dans le programme. ■

MASSACRE DU 28-SEPTEMBRE 19 milliards pour les victimes

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des droits de l'homme, Alphonse Charles Wright, a annoncé, vendredi 15 septembre 2023 à Conakry, qu'un montant de 19 milliards de francs guinéens est destiné à assister les victimes qui sont dans le besoin. «*A date, a-t-il déclaré à la presse, l'État guinéen a mobilisé 19 milliards de FG et qui se trouvent dans le compte d'indemnisation des victimes.*» ■

EDUCATION

Les enseignants contractuels en sit-ins ce lundi

Dans le secteur de l'éducation, les enseignants contractuels pourraient tenir un sit-in ce lundi 18 septembre. Cette action vise à exiger la paie des arriérés de 9 et 12 mois de prime, selon la zone. Selon l'esprit du communiqué conjoint du Collectif des professionnels de l'Éducation et de la Coordination nationale des enseignants contractuels de Guinée, un sit-in est prévu devant les DPE et les mairies de Conakry et des autres villes du territoire national. ■



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasy624@gmail.com



L'infos dans toute sa dimension

www.loupeguinee.com

L'info dans toute sa dimension
site internet d'informations générales
et d'analyses
+224 664 37 96 20/ 623 81 32 02
onetopic84@gmail.com

Miss Guinée 2023 est plus qu'un événement (Mme Laurianne Doumbouya)

Pour cet événement de portée nationale et internationale qui lui « *tient particulièrement à cœur* », la marraine est catégorique : « *plus qu'un concours de beauté* », Miss Guinée 2023 va promouvoir davantage la cause des filles et des femmes à travers une dynamique d'autonomisation et d'inspiration pour toutes.

Cette 11ème édition de Miss Guinée est placée sous le thème de « *l'autonomisation de la femme pour la lutte contre la migration irrégulière* ».

En plus de ce sujet d'actualité, l'événement de portée nationale et internationale est placé sous le marrainage de la Première dame de la République, Mme Laurianne Doumbouya. C'est une décision rendue publique le 1er août 2023 par le Comité d'organisation de Miss Guinée (Coomisgui). En réponse, la Première dame déclare dans une vidéo postée par le Coomisgui, qu'en tant que Pre-



LAURIANNE DOUMBOUYA
PREMIÈRE DAME DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
MARRAINE DE L'ÉDITION MISS GUINÉE 2023

mière dame de la République, il est de (son) devoir de contribuer au bien-être de notre nation bien-aimée ». Et de ce fait, pour cette 11e édition du concours de beauté physique et intellectuelle, « *c'est avec un immense honneur que j'annonce officiellement mon parrainage de l'édition Miss Guinée 2023* », assure-t-elle. Evoquant le thème de l'événement, elle affirme : « *C'est une*

cause qui me tient particulièrement à cœur ».

« *Je crois fermement que nos jeunes femmes ont des potentiels illimités et qu'elles peuvent être les actrices du changement positif dans notre société* », ajoute la Première dame de la République consciente des défis que la Guinée doit relever. Mme Laurianne Doumbouya indique que le peuple de Guinée doit unir ses forces pour lutter

contre des fléaux et offrir des opportunités complètes aux jeunes, en particulier « *les jeunes femmes talentueuses* » pour qu'elles puissent réaliser leurs aspirations chez eux ici et maintenant.

Autonomiser et inspirer

« *Miss Guinée 2023 sera bien plus qu'un concours de beauté* », poursuit-elle. « *C'est une plateforme qui permettra de mettre en avant par l'intelligence, la détermination et le potentiel de nos jeunes femmes* ».

La Première dame de la République est également persuadée que c'est ensemble que les guinéens pourront créer un mouvement d'autonomisation et d'inspiration pour les jeunes femmes.

« *En les soutenant, nous investissons dans l'avenir de notre nation et nous contribuons à bâtir un avenir prometteur pour tous* », réaffirme-t-elle.

Mme Doumbouya encourage les organisateurs du concours de beauté physique et intellectuelle pour leur engagement à faire de cet événement une réussite qui marquera l'histoire. En effet, c'est le 28 juillet 2023, au cours d'une audience au Palais Mohammed V qu'elle a bien voulu accorder à la délégation du Coomisgui conduite par sa Première Vice-présidente, Mme Kaba Lynn Touré,

et comprenant Mme Hann Moudatou Bah la Directrice de l'éthique et de la conformité, et Mme Diaka Camara la Directrice de la communication et des relations publiques, que la Première dame a accepté d'être la marraine officielle de cet événement prévu le 28 novembre 2023.

Outre ce soutien de haut niveau, le concours Miss Guinée bénéficie de l'appui institutionnel et de l'accompagnement du Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat Guinée et du FODAC grâce à l'initiative de la structure KPAAF dirigée par Mme Aminata Diallo.

Ses principaux sponsors sont la Lonagui et Orange Guinée.

A propos de Kpaaf-Guinée

L'organisation du concours Miss Guinée est issue d'un appel d'offres remporté par Kpaaf-Guinée, un institut de formation professionnelle de couture et des métiers de la mode créé par la guinéo-américaine Aminata Diallo, par ailleurs présidente de Mina Foundation Guinea qui oeuvre à la promotion de la scolarisation des filles en milieu rural et au leadership entrepreneurial féminin. ■

Par Ahmed Tidiane Diallo



VOTING SMS

| | | | | | |
|--|---|--|--|--|---|
|  Mariama Fina Barry Candidate N°1 |  Hadjia Kadiatou Condé Candidate N°2 |  Mariama Baldé Candidate N°3 |  Fernande Natuo Manimou Candidate N°4 |  Bountouraby Cis Camara Candidate N°5 |  Fatima Koné Candidate N°6 |
|  Bintougbe Dioubaté Candidate N°7 |  Mariama Ciré Barry Candidate N°8 |  Mariame Touré Candidate N°9 |  Mariama Sy Souaré Candidate N°10 |  Bakama Marcelle Doré Candidate N°11 |  Suzanne Camara Candidate N°12 |
|  Tiguidanké Béréte Candidate N°13 |  Sona Savané Candidate N°14 |  Saran Keita Candidate N°15 |  Hawa cheick N'diaye Candidate N°16 |  Mariam Dianké Diallo Candidate N°17 |  Fatoumata Symbiano Candidate N°18 |
|  Saran Kourouma Candidate N°19 |  Hawa Junior Guilavogui Candidate N°20 |  Mariam Dalanda Bah Candidate N°21 |  Nana Sylla Candidate N°22 |  Maimouna Bangoura Candidate N°23 |  Aissatou Dioumo Diallo Candidate N°24 |

*8194# OK



Alassane Ba, nouveau Représentant-résident adjoint du Pnud en Guinée

Alassane Ba est le nouveau Représentant-résident adjoint du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Il a été présenté à ses nouveaux collaborateurs le lundi 4 septembre 2023.

Selon le portait publié par le bureau chargé de la communication du Pnud-Guinée, M. Alassane Ba est chargé du Programme et des opérations du Pnud en Guinée.

Avant d'arriver à Conakry, il occupait le poste de Représentant-résident adjoint Programme et opérations du Pnud au Cameroun depuis août 2019. Il a assumé également les fonctions de Représentant-résident par intérim d'octobre 2022 à avril 2023.

Il a été économiste au Bureau pays du Pnud au Mali de 2007 à 2019 avant de rejoindre le Système des Nations Unies.

M. Ba a occupé des fonctions dans l'administration malienne en qualité de Chef de l'Unité des politiques macroéconomiques et budgétaires au Ministère de l'Économie et des Finances précisément dans la Cellule de coordination technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté de 2006 à 2007. Avant cela, Ba a été Chef de département à la Direction nationale de la planification au sein du Ministère de la Plan et de l'Aménagement du Territoire entre 2000 et 2005.

L'économiste a contribué de façon significative à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques, plans, programmes et stratégies de développement, à la mobilisation des ressources et de partenariats; l'appui à la coordination et à l'amélioration de l'efficacité de l'aide, l'insertion au système commercial multilatéral, l'amélioration du climat des affaires, la promotion socioéconomique des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables, ainsi que le relèvement post-crise.

De nationalité malienne, M. Alassane Ba est titulaire d'un Master en théories et méthodes d'analyse économique avec une spécialisation en évaluation des politiques publiques, obtenu en 2003, et d'un doctorat en économie, obtenu en 2009 à l'Université de Nantes (France).



Alassane Ba, nouveau Représentant-résident adjoint du PNUD en Guinée. (© Pnud-Guinée)

Suspensions des journalistes Abdoul Latif Diallo et Bouka Barry : Déclaration de Presse Solidaire

Presse Solidaire prend acte de deux (2) décisions récentes de la Haute Autorité de la Communication (HAC) relatives à la suspension du site Depecheguinee.com et de son fondateur, Abdoul Latif Diallo, ainsi que d'Abdoulaye Bouka Barry de la radio Sabari FM. Ces suspensions font suite à des infractions présumées à la loi L002 relative à la liberté de la presse, à l'éthique et à la déontologie du métier du journalisme, ainsi qu'au Code de bonne conduite du journaliste guinéen.

La décision N°008/HAC/23/P du 11 septembre 2023, ordonne la suspension du site Depecheguinee.com et du journaliste Abdoul Latif Diallo pour une période d'un mois, du 11 septembre au 11 octobre 2023, pour « non-recoupement des informations » suite à une plainte du Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Guinée.

La décision N°009/HAC/23/P du 13 septembre 2023, ordonne également la suspension du journaliste Abdoulaye Bouka Barry de la radio Sabari FM pour « accusations sans preuve »

contre le président du syndicat des pharmaciens de Guinée.

Nous tenons à souligner l'importance du professionnalisme et de l'éthique journalistique pour préserver l'intégrité de la presse guinéenne. Notre objectif n'est pas de condamner ou d'accabler les journalistes en question, mais plutôt de leur exprimer notre solidarité en cette période difficile de leur carrière.

Dans un monde où l'information circule rapidement et où la confiance du public est essentielle, il est impératif que les journalistes respectent les normes éthiques les plus élevées. Cela comprend la vérification minutieuse des faits, le recoupement des informations auprès de sources fiables et l'abstention de diffuser des accusations sans preuves solides.

Nous comprenons que le journalisme est un métier exigeant, soumis à des délais serrés et à des pressions constantes. Cependant, cela ne saurait justifier le compromis de la qualité de l'information. La responsabilité des journalistes envers

la vérité et l'intérêt public est fondamentale.

Nous encourageons donc tous les journalistes à se rappeler de l'importance de leur rôle dans la société et de l'influence qu'ils exercent sur l'opinion publique. Nous invitons nos collègues journalistes à continuer de travailler avec intégrité, rigueur et impartialité, afin de maintenir la confiance du public envers la presse guinéenne.

En outre, nous lançons un appel à la Haute Autorité de la Communication (HAC) pour qu'elle envisage d'alléger les sanctions contre nos confrères suspendus. Nous croyons en la capacité des professionnels des médias à reconnaître leurs erreurs et à travailler à leur amélioration. Un geste de clémence de la part de la HAC pourrait encourager la réhabilitation et la réintégration de ces journalistes dans la profession.

Ensemble, nous pouvons œuvrer pour une presse plus forte et plus responsable en Guinée.

Conakry, le 15 septembre 2023
La Coordination générale

Bar Plein-Air

Un cadre idéal pour les grandes retrouvailles

Chez Tonton Daki

Le voile intégral est

Renouvelons nos 3...
 es pour... au ne... des me...
 2023... 20... le...
 2023... 20... le...

Kissita

OBESSIA CITÉ DE L'AIR
 VILLAGE AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tel: 02 98 78 36

Bar de 50 places
 Terrasse couverte pour vos soirées
 200m² air de 150 places pour vos fêtes

... République de Guinée...
 Alassane Ba, nouveau Représentant-résident adjoint Programme et Opérations du PNUD au Cameroun depuis août 2019. Il a assumé également les fonctions de Représentant-résident par intérim d'octobre 2022 à avril 2023.

Dans sa lettre, le Département en charge de l'éducation interdit le port de chaînettes aux pieds pour les filles de l'élémentaire du collège et du lycée, des boucles



La Fédération nationale des boulangers et pâtis-siers de Guinée est devenue une interlocutrice incontournable des autorités grâce au leadership de son président Mamadou Adama Diallo. (© Le Populaire)

Mory Condé aux administrateurs territoriaux

Le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, Mory Condé, a reçu le vendredi 15 septembre à Conakry, les administrateurs territoriaux. Le message qu'il leur a délivré est le suivant : « Nous avons réitéré la volonté politique du gouvernement et l'engagement à les accompagner pour qu'ils puissent jouer leur rôle tels que définis par les textes et règlements qui font d'eux les premières autorités investies du pouvoir public au niveau des sous-préfectures, préfectures et des régions. Ceci dit, l'ensemble des cadres de services déconcentrés, des organismes publics, des programmes et projets sont placés sous leurs autorités sur le terrain. Nous avons exhorté ces administrations territoriales à travailler et à être à l'écoute des citoyens afin de prendre en compte toutes les demandes et réclamations des citoyens et les transmettre ».

Le président de la Fédération nationale des boulangers et pâtis-siers de Guinée ne met pas du sable dans la farine des autres

Le président de la Fédération nationale des boulangers et pâtis-siers de Guinée, Mamadou Adama Diallo, a déclaré mardi dernier à Conakry qu'en matière d'organisation, l'existence d'une ONG « ne signifie pas que d'autres organisations ne peuvent pas exister ». Sa fédération étant libre d'évoluer

sur le territoire national guinéen, cela n'empêchera pas d'autres de dérouler leurs activités.

L'Union nationale présidée par Alpha Oumar Sacko lui dispute le leadership au sein de la corporation des boulangers-pâtis-siers depuis le décès d'Alsény Baldé.

Selon Mamadou Adama Diallo, c'est suite au décès de ce leader que « des boulangers sont allés prendre du sable pour mettre dans la farine des autres ».

Face à ce sabotage, une plainte contre x a été formulée. Des suspects « ont été interpellés » et placés en détention provisoire. « M. Sacko est allé les

faire sortir », de la détention témoigne-t-il, sans faire de commentaire. « Mais je suis témoin de ce que certains membres de notre fédération ont subi », assure le Fédération nationale des boulangers et pâtis-siers de Guinée créée le 26 janvier 2023. ■ (Lire aussi page 4)

Rendez-vous du 18 au 22 février 2024 à Conakry

Le congrès international et exposition de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement, l'association des femmes et jeunes de (AAEA) se tiendra l'année prochaine du 18 au 22 février 2024 dans la capitale guinéenne.



La SEG prépare la tenue du congrès international et exposition de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement, l'association des femmes et jeunes de (AAEA) du 18 au 22 février 2024 à Conakry. (© Le Populaire)

La Société des eaux de Guinée (SEG) a annoncé cet événement qui va dans l'optique de renforcer la position internationale de la Guinée dont les retombées seront bénéfiques à l'adduction d'eau potable dans le pays.

Au niveau infrastructures, l'événement va mobiliser l'ensemble des partenaires techniques et financiers, des entreprises, mais aussi des exposants et des scientifiques qui viendront en marge du forum de l'eau organiser, accompagner encore les secteurs pour permettre de mobiliser plus de ressources, mais en même temps mettre en valeur les entreprises guinéennes.

Le constat est que, jusqu'à aujourd'hui, la Guinée dispose de peu de structures ou même d'opérateurs économiques qui

s'intéressent au secteur de l'eau. Avec ce congrès, il y a la nécessité d'aller vers un secteur louable, mais aussi à nous, ministères et SEG, concepteur des contrats permettant à la population d'avoir de l'eau. De l'autre côté, le congrès va créer de l'emploi temporaire. 3 000 personnes à gérer en un mois, ce n'est pas aisé. Le côté immobilier, les hôtels, le côté culturel. Au-jour'd'hui la Guinée fait la promotion du Nimba, le branding Guinée.

C'est l'occasion pour l'ensemble des membres des 44 pays qui vont en région de la Guinée de nous accompagner et de comprendre que ce peuple aussi a une identité. Et l'autre aspect qu'il faut développer, c'est l'aspect culturel. Les artisans ont une opportunité aujourd'hui de fabriquer

des articles. Parce que c'est pratiquement une foire de l'eau et de l'assainissement. A la différence des autres pays, la

Guinée est obligé de payer sans retour d'investissement, mais pour cette fois-ci, la donne pourrait changer. ■

Sagesse

- 1 Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.
- 2 Ne juge pas le livre à sa couverture.
- 3 L'habit ne fait pas le moine.
- 4 A cheval donné on ne regarde pas (les dents) dans la bouche.
- 5 Il ne faut pas mettre tous ses oeufs dans le même panier.

ACTU GUINEE

L'Actualité Guinéenne sur le web,
c'est sur

www.actuguinee.org

E-mail : actuguinee.org@gmail.com

<https://www.facebook.com/actuguinee.org/>

Tel : 622 46 29 29

www.actuguinee.org

Libre Tribune / La guerre en Ukraine : Les dessous des cartes



L'histoire nous démontre que, malgré les apparences, aucune guerre du passé n'a jamais eu une seule raison pour être déclenchée. Chaque conflit majeur est basé sur un projet constitué de toute une multitude de raisons et de sous-objectifs à attendre dans le cadre d'un grand but ultime qui dépasse grandement, en général, le cadre de la guerre elle-même. (© Fournie)

En écrivant cette analyse, Oleg Nesterenko ne met pas l'accent sur « les éléments historiques de chacun des belligérants, certes importants, qui ont mené vers la confrontation dans laquelle le monde se retrouve aujourd'hui ». Toutefois, il présente le « rôle réel sous-jacent et majeur de l'acteur-clé dans ce conflit : les Etats-Unis d'Amérique ». M. Nesterenko est un spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne. C'est un ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris. Si vous la trouvez intéressante son analyse de l'actualité, n'hésitez pas à nous faire parvenir vos réactions et vos suggestions quant à son contenu.



Oleg Nesterenko ne met pas l'accent sur « les éléments historiques de chacun des belligérants, certes importants, qui ont mené vers la confrontation dans laquelle le monde se retrouve aujourd'hui ».

Il est facile et particulièrement commode pour les représentants de la société occidentale de se rassembler derrière les narratifs de l'OTAN sur les raisons du conflit armé en Ukraine et de ne pas se mettre dans l'inconfort du doute et de la remise en question des postulats préétablis et dominant l'opinion public.

Pourtant, la sortie de cette zone de confort intellectuel qui n'est, en réalité, psychologiquement, qu'une zone de peur, est un exercice incontournable pour tous ceux qui privilégient la recherche de la vérité, qui, parfois, peut être bien différente des narratifs préétablis.

Dans cette analyse je n'entrerai pas dans les éléments historiques de chacun des belligérants, certes importants, qui ont mené vers la confrontation dans laquelle le monde se



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
Ancien directeur de l'MBA,
professeur auprès des
masters des Grandes
Ecoles de Commerce de
Paris, spécialiste de la
Russie, CEI et de l'Afrique
subsaharienne.

retrouve aujourd'hui, mais je parlerai du rôle réel sous-jacent et majeur de l'acteur-clé dans ce conflit : les Etats-Unis d'Amérique.

L'histoire nous démontre que, malgré les apparences, aucune guerre du passé n'a jamais eu une seule raison pour être déclenchée.

Chaque conflit majeur est basé sur un projet constitué de toute une multitude de raisons et de sous-objectifs à attendre dans le cadre d'un grand but ultime qui dépasse grandement, en général, le cadre de la guerre elle-même.

Les raisons-déclencheurs annoncées par les parties en confrontation ne sont que le reflet du point culminant, du haut de l'iceberg des divergences profondes qui, non seulement, ne peuvent plus être résolues par la voie diplomatique, mais, mé-

me au contraire, une solution diplomatique serait un obstacle à la réalisation des objectifs préétablis et soigneusement dissimulés.

L'instauration des démocraties

En terme général, les Etats-Unis d'Amérique et, auxiliairement, le monde dit occidental affirment que les conflits armés menés directement ou « orchestrés » par le monde de leur initiative ont pour raison l'instauration des états de droit, des libertés individuelles et collectives et de la lumière de la démocratie sur les territoires visés par la lutte face à la tyrannie, la dictature et la barbarie sanguinaires qui y résident.

Suite à la page 10

En bref

TRANSPORT Un navire de 320 places réceptionné

Du nouveau dans le réseau de transport maritime se modernise. Un navire de 320 places destiné à transport de passagers a été réceptionné, le mardi 5 septembre 2023, par les responsables de la Société navale guinéenne (SNG). C'est le Directeur de cabinet du président de la République, le colonel Mamadi Doumbouya, et le Ministre des Transports, Félix Lamah qui ont représenté le gouvernement à cette réception. Le navire est un chaland de type Catamaran. Il mesure environ 40 mètres de long pour 10 mètres de largeur avec une capacité de 320 places. Selon le ministre Félix Lamah, il s'agit d'un Boeing sur mer et il ouvre une nouvelle ère pour le transport multimodal en République de Guinée, offrant aux populations la possibilité de voyager d'un point à un autre à travers la mer, que ce soit de Conakry à Kamsar ou même au-delà, vers d'autres pays de la sous-région tels que le Sénégal, la Sierra Leone, le Libéria, et plus encore. ■

PAYS PROFOND Le Premier ministre face aux administrateurs

Le vendredi 15 septembre 2023 à Conakry, les administrateurs territoriaux ont été reçus par le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation à Conakry. Cette rencontre a été rehaussée par la présence du Premier ministre Dr Bernard Goumou.

A l'occasion, le chef du gouvernement de la transition a rappelé que « le gouvernement a élaboré des documents légaux et stratégiques pour permettre à toute l'administration publique de relever ce défi. L'élaboration de ces documents s'est inspirée des principes et valeurs prônés par la Charte de la transition, des points du chronogramme à réaliser et des agendas universels de développement 2030 des Nations Unies et de 2063 de l'Union africaine. »

De manière claire et compréhensible, il s'agit pour le Premier ministre de faire en sorte que le navire de la transition soit mené à bon port. Ce qui implique la participation de tous les représentants de l'Etat dans le pays profond. Tout en favorisant « un développement intégré et harmonieux de notre pays ». ■

Suite de la page 9

En analysant l'intégralité de plus de cinquante guerres et interventions armées menées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, directement ou indirectement, par le bras armé des USA et/ou par procuration, via les pays satellites, et en analysant les résultats ultimes des hostilités on ne peut que faire un constat majeur :

soit les Etats-Unis d'Amérique sont incroyablement mauvais dans la réalisation de leurs objectifs préétablis, car ils ne sont jamais atteints - pas une seule fois; soit, et pour être plus sérieux, les véritables raisons de la mise à feu et en cendres de parties du monde d'une manière discontinue ne sont pas tout à fait, ou, pour être plus précis, n'ont rien à avoir avec celles affichées.

Nul doute sur l'objectivité de ce constat, car il y a beaucoup trop de précédents de « réalisations », dont on connaît les résultats finaux. En mentionnant que les majeurs parmi elles, on peut citer les guerres en Corée et en Chine, au Guatemala, au Vietnam et au Cambodge, en Irak, en Bosnie et en Serbie, en Afghanistan, en Libye et en Syrie. Sans parler de tant d'autres interventions américaines dans l'histoire contemporaine, y compris avec des bombardements directs de civils, comme à Cuba, au Congo, au Laos, à Grenade, au Liban, au Salvador, au Nicaragua, en Iran, au Panama, au Koweït, en Somalie, au Soudan, au Yémen et au Pakistan.

Et même cette liste n'est nullement exhaustive, car elle ne prend pas en compte tant d'opérations confidentielles menées de par le monde dans le but de « l'instauration des valeurs démocratiques et des droits de l'homme ».

L'observation de l'état général acquis par les sociétés visées, de leur qualité de vie avant et après les processus subis de la « démocratisation » ne peut laisser le spectateur que très perplexe.

La survie des Etats-Unis d'Amérique

En ne négligeant pas le fait que le peuple américain est un peuple fort sympathique et parfaitement amical en soi - ce qui ne peut nullement être nié par tous ceux qui ont eu l'expérience de relations et d'échange interpersonnel avec ses représentants et dont, pour ma part, j'ai la chance et l'honneur de côtoyer plus d'un de grand valeur humaine et vers qui j'éprouve de l'amitié et du respect profond - on ne peut, néanmoins, nier le fait que **la liberté de pensée du peuple américain, dans sa majorité, est profondément soumise à la puissance de la propagande étatique**, exercée depuis tant de décennies, via quasi l'intégralité des canaux de communication qui sont directement contrôlés par « l'état profond » américain et ses lobbies qui poursuivent les objectifs qui leur sont propres

et ceci au nom de la nation américaine.

Les raisons tellement nobles des interventions armées des USA dans le monde, affichées auprès de la population américaine ne diffèrent, d'ailleurs, guère de celles affichées sur la scène internationale.

Comme le disait en 1981 l'ancien directeur de la CIA William Casey : « Notre programme de désinformation aura atteint son but lorsque tout ce que le public américain croira sera faux ».

Contrairement à des narratifs développés par les antagonistes des Etats-Unis, pour cet « état profond » américain les véritables raisons des massacres répétés à grande échelle - il est difficile de nommer autrement le mode opératoire qui leur est propre - n'ont pas pour objectif ultime et fondamental la domination du monde, proprement dit.

Cette qualification n'est pas tout à fait précise. L'objectif final visé est bien plus pragmatique : **la survie des Etats-Unis d'Amérique**.

Non pas la survie toute courte, en tant qu'une entité étatique, mais la survie des constructions permettant de réaliser des superprofits à des élites, d'une part, et, d'autre part, la survie de la mode et du niveau de vie acquis par le pays depuis la fin de la Grande dépression qui est arrivée à terme avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale et la relance de l'économie américaine par l'industrie de guerre.

Cette survie n'est, tout simplement, pas envisageable sans la domination militaro-écono-

mique, ou, pour être plus précis, **militaro-monnaire** du monde.

Et ce n'est nullement un hasard de l'histoire que le budget de guerre, dit de défense des Etats-Unis à lui seul est supérieur à 1/3 des dépenses mondiales dédiées à la défense - l'élément crucial dans le maintien de **la domination monétaire à l'échelle mondiale**.

Le concept de la survie par la domination mondiale a été clairement formulé à la fin de la guerre froide par Paul Wolfowitz, le sous-secrétaire américain à la Défense dans sa **doctrine dit « de Wolfowitz »** - qui considérait les USA comme la seule superpuissance restante au monde et dont l'objectif principal est de conserver ce statut : « **empêcher la réémergence d'un nouveau rival, soit sur le territoire de l'ex-Union Soviétique, soit ailleurs, qui représente une menace de l'ordre de celle posée autrefois par l'Union Soviétique** ».

Les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine

En mettant de côté les nobles narratifs adressés à la sensibilité psychologique des masses qui doivent exécuter le rôle qui leur est prescrit - l'approbation - voyons les réelles raisons, les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la nouvelle guerre dans le cadre global de la survie des Etats-Unis d'Amérique - de la guerre

en Ukraine.

Ses piliers-porteurs sont interdépendants et sont en nombre de trois :

le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain, l'affaiblissement de l'économie de l'Union Européenne par le biais de la détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne et l'affaiblissement significatif de la position de la Russie dans le cadre du futur conflit face à la Chine.

Tout autre élément de la guerre actuelle en Ukraine du côté américain, comme le lobbyisme de l'industrie de l'armement américain, la récupération des marchés énergétiques, la protection des importants acquis économiques américains sur le sol ukrainien, les schémas de corruption, le revanchisme personnel des « élites » américaines russophobes issues de l'immigration de l'Europe de l'Est et tant d'autres - ne sont que les compléments, les dérivés secondaires et les conséquences des trois raisons clés énumérées. ■

Par Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(www.c-cie.eu), spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris.

620 832 972 / 655 400 400

Améliorant Pour La Panification

CÔTE D'IVOIRE

Le pays se dote d'un système national de traçabilité de son café et de son cacao

ABIDJAN, 14 septembre (Xinhua) -- Le gouvernement ivoirien a annoncé mercredi à Abidjan l'institution d'un système national de traçabilité du cacao et du café de Côte d'Ivoire en vue d'assurer une filière durable et de satisfaire aux exigences environnementales internationales.

Le système national de traçabilité du café et du cacao a été institué par un décret pris en conseil des ministres, a déclaré le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, face à la presse. Ce dispositif, a-t-il ajouté, s'inscrit dans le cadre du "programme d'amélioration du mécanisme de gestion des flux physiques et financiers des produits café et cacao" initié depuis trois ans par le Conseil du café-cacao (CCC, organe parapublic de gestion de la filière). Le système national de traçabilité du café-cacao est conçu autour d'un système informatique d'enregistrement des opérations commerciales et d'un système d'étiquetage des sacs pour l'identification du producteur et de la zone de provenance des produits, de façon à reconstituer le parcours des produits café et cacao, depuis leur zone de production jusqu'au client final.

A en croire le gouvernement ivoirien, ce dispositif permettra de déterminer l'origine des produits café et cacao à chaque niveau du circuit de commercialisation, de faire respecter le prix minimum garanti d'achat bord champ aux producteurs, de sécuriser les transactions financières dans la filière café-cacao et de préserver la qualité des produits en favorisant le respect des standards minimaux de durabilité.

Ce système a démarré en 2022 avec la distribution de la carte professionnelle à près d'un million de producteurs de café-cacao au terme d'une opération de recensement des exploitants agricoles et des acteurs de la chaîne d'approvisionnement et leur identification par des numéros d'enregistrement. Quelque 3,2 millions d'hectares de plantations de café et de cacao avaient été répertoriés lors de cette opération prévue pour s'achever au der-



Relativement au cacao, la Côte d'Ivoire reste toujours le premier producteur et exportateur mondial avec près de deux millions de tonnes de fèves en 2022. (© Xinhua)

nier trimestre 2023.

Le café et le cacao constituent les deux secteurs piliers de l'économie ivoirienne et la principale source de recettes d'exportation du pays.

Après plusieurs années de chute drastique due au vieillissement du verger, la production de café s'est relancée en Côte d'Ivoire avec 92.259 tonnes de café en 2022 grâce à un programme gouvernemental d'un montant de huit milliards de francs CFA (14,5 millions de dollars) lancé en 2013.

Actuellement 15e producteur mondial et 4e en Afrique, la Côte

d'Ivoire occupait dans les années 1970 le rang de 3e producteur mondial et de premier pays africain avec une production annuelle de 400.000 tonnes. Relativement au cacao, la Côte d'Ivoire reste toujours le premier producteur et exportateur mondial avec près de deux millions de tonnes de fèves en 2022. Cette matière première agricole fournit près de 40% des recettes d'exportation et représente environ 15% du PIB du pays. ■

Par Xinhua

En bref

CUBA

Le sommet G77+Chine

La Havane, 15 septembre (Xinhua) -- Le sommet du Groupe des 77 plus la Chine (G77+Chine) a débuté vendredi au Palais des conventions de La Havane, capitale de Cuba. Le sommet, qui se poursuit jusqu'à samedi 16 septembre 2023, rassemble des délégations de plus de 100 pays. Dans son discours de bienvenue, le président cubain Miguel Diaz-Canel a souligné les efforts déployés par la Chine pour promouvoir la coopération internationale dans le monde entier. La coopération, la solidarité et le progrès humain sans exclusion sont essentiels pour aider à relever les défis mondiaux actuels, a-t-il fait remarquer. «Merci d'avoir accepté l'invitation qui nous unit aujourd'hui dans la défense de l'avenir et des grandes majorités qui constituent un concept si vaste de l'humanité», a-t-il affirmé. M. Diaz-Canel a également dénoncé l'embargo imposé par les Etats-Unis au peuple cubain depuis six décennies, qui a causé d'énormes dégâts économiques et humanitaires, tout en appelant les participants à lutter pour le droit au développement. ■

Afrique du Sud
Accès gratuit aux parcs nationaux la semaine prochaine

Johannesburg, 15 septembre (Xinhua) -- Le gouvernement sud-africain a autorisé l'accès gratuit à une sélection de parcs nationaux appartenant au gouvernement pendant une semaine afin d'encourager les gens à les connaître et à les protéger. Barbara Creecy, ministre sud-africaine des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement, a affirmé vendredi que tous les Sud-Africains pourraient visiter gratuitement les parcs nationaux du pays du 16 au 24 septembre, à l'occasion de la Semaine des parcs nationaux d'Afrique du Sud, qui a lieu chaque année.

«La Semaine des parcs nationaux est l'occasion idéale de faire découvrir la majesté et la beauté des parcs nationaux du pays à la population, en particulier aux communautés qui ont rarement l'occasion de découvrir et d'apprécier ces zones de conservation, de patrimoine culturel et de diversité biologique», a déclaré Mme Creecy. «Depuis le lancement de la Semaine des parcs nationaux d'Afrique du Sud en 2006, plus de 619.292 Sud-Africains, qui n'auraient peut-être pas eu l'occasion de visiter un parc national, y ont participé.»

L'accès gratuit fait partie de la stratégie du gouvernement visant à protéger la faune et la flore afin que les gens conservent leur patrimoine et le protègent, selon le ministre. ■

ETATS-UNIS Le siège de l'ONU à New York a 75 ans

Il y a 75 ans, le 14 septembre 1948, le chantier du siège des Nations unies à New York était officiellement inauguré. Quelques années plus tôt, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, 50 pays avaient fondé l'Organisation des Nations unies.



A gauche : le siège permanent de l'ONU en construction à Manhattan. À droite : le bâtiment du Secrétariat de l'ONU devant lesquels flottent les drapeaux des États membres. (Les deux photos : © ONU)



Leur objectif : maintenir la paix et la sécurité dans le monde, et améliorer la coopération entre les pays. Face à la dévastation causée par la guerre, les fondateurs auraient pu se focaliser sur ce qu'il y a de pire dans l'humanité, a commenté le président Biden. « Au lieu de cela, ils ont cherché ce qu'il y avait de mieux en chacun de nous, et ils se sont efforcés de construire quelque chose de mieux. »

Selon Benjamin Cohen, ancien

secrétaire adjoint de l'ONU, New York — avec son importante population d'immigrés — représentait le lieu idéal pour accueillir le siège de l'organisation parce qu'à New York « des gens viennent de partout pour vivre en paix et en harmonie », expliquait-t-il dans une interview au *New York Times* à l'époque.

Chaque année en septembre, les dirigeants des 193 États membres de l'ONU convergent vers le quartier East Side de

Manhattan à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. Autant dire que la circulation aux alentours du siège devient frénétique.

Mais les inconvénients en valent la peine, estime Thomas Pickering, qui a représenté les États-Unis à l'ONU au début des années 1990. « Les actions de l'ONU comptent encore », affirme-t-il. Selon lui, les séances de l'Assemblée générale peuvent façonner les opinions des dirigeants mondiaux, don-

ner une légitimité au recours à la force et faire progresser la coopération en matière de protection des droits humains.

Cette année, la semaine de haut niveau de la 78e Assemblée générale des Nations unies commence le mardi 19 septembre. Joe Biden prononcera son discours à l'Assemblée ce jour-là. ■

Par Dave Reynolds



**CRÉA
CONCERTS**

Présente



**LA
NUIT
DE LA
GUINEE**

01 OCTOBRE 2023

**ZENITH
PARIS LA VILLETTE**